



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté préfectoral du 18 SEP. 2024 mettant en demeure la société **CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE (CBN)** de procéder à l'ennoiement de l'ensemble des déblais pyriteux entreposés hors d'eau sur son site situé à **ANNEVILLE-AMBOURVILLE** et **YVILLE-SUR-SEINE (76530)** au lieu-dit « Les Sablons »

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, et en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 172-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 relatif à la modification des conditions de réaménagement, à l'admission de déblais de chantiers de grandes infrastructures contenant de la pyrite, et à l'acceptation des terres présentant des sur-concentrations d'origine naturelle pour le remblayage de la carrière exploitée par la société CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE (CBN) sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE au lieu-dit « Les Sablons » ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2024 mettant en demeure la société SNCF RÉSEAU, en qualité de producteur des déchets pyriteux, entreposés hors d'eau sur le site de la carrière exploitée par la société CBN à ANNEVILLE-AMBOURVILLE et YVILLE-SUR-SEINE, de s'assurer et de justifier de leur bonne gestion au titre de sa responsabilité en tant que producteur desdits déchets ;
- Vu le rapport des inspectrices de l'environnement suite à la visite du 5 juillet 2024 sur le site la société CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE au lieu-dit « Les Sablons », conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu les résultats du suivi qualitatif des eaux souterraines réalisé au droit de la carrière exploitée par la société CBN ;
- Vu le courriel de réponse du 28 août 2024 adressé par la société CBN à la DREAL ;

CONSIDÉRANT

que la société CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE (ci-après appelée CBN) est autorisée à exploiter et remblayer une carrière avec des déchets non dangereux inertes sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE au lieu-dit « Les Sablons », et à remblayer les zones dites « en eau » avec des déblais contenant de la pyrite sous réserve que leur acidification n'ait pas été initiée ;

qu'environ 90 000 tonnes de déblais pyriteux (dits « sables de Cuise ») en provenance du chantier « EOLE » ont été mis en remblais sur le site de la carrière durant l'hiver 2019/2020 puis durant l'été 2020, dont une partie a été mise sous eau et le reste hors d'eau ;

que l'article 8.4.6.7. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 prévoit dès sa notification l'immersion sous eau des déblais pyriteux déjà remblayés sur le site mais hors d'eau ;

que lors de la visite du 5 juillet 2024 sur le site de la société CBN situé au lieu-dit « Les Sablons » sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE, l'exploitant :

- a déclaré, aux inspectrices de l'environnement (spécialité installations classées), ne pas avoir commencé les travaux d'ennoiment des 30 000 m³ de déchets pyriteux restants (retard de 2 ans) ;
- a réalisé un plan de repérage mis à jour par sondage en juin 2024 qui a été présenté aux inspectrices, et qui identifie trois zones au sein de la phase 1a dont la cubature entre le toit des sables de Cuise et la cote à 0 m NGF (hors terre de découverte inerte à retirer) est estimée à 32 643 m³ (zone sud 14 767 m³ + zone nord 12 276 m³ + zone centre 5 600 m³), soient 55 493 tonnes de déblais pyriteux non ennoyés sous la cote 0 m NGF (pour une densité estimée à 1,7) ;
- a présenté aux inspectrices des devis et commandes en cours, afin de débiter leur ennoiment dans le plan d'eau de la phase 3 au plus tôt en août 2024, pour une fin de chantier fin 2024 si les conditions météorologiques le permettent. Il estime le montant des travaux en interne (hors traitement vers un site externe) à plusieurs centaines de milliers d'euros soit un surcoût de traitement important liée à la nature potentiellement acidogène des déblais ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 8.4.6.7. de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 relatif aux « Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux » qui prévoient que :

« L'exploitant procède, dès notification du présent arrêté, à l'immersion des déblais pyriteux déjà remblayés sur le site de la carrière et stockés hors d'eau. Pour ce faire, l'exploitant vérifie à nouveau l'absence d'oxydation de ces déblais 24 h avant leur immersion, en suivant le protocole défini pour admettre les déblais pyriteux sur la carrière. Cette vérification consiste en :

- une mesure du pH d'un nombre suffisant d'échantillons prélevés au sein de ces déblais (ce nombre sera à justifier en fonction du tonnage des déblais stockés hors d'eau),*
- ainsi que la vérification de l'absence de rouille visible sur ces déblais ».*

que lors de la visite du 5 juillet 2024, les inspectrices ont constaté dans le suivi bimensuel des eaux souterraines l'absence de signes d'acidification, montrant qu'une action de simple ennoiment est encore possible, sans avoir besoin d'autre traitement de ces déchets ;

et qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE, dont le siège social est situé zone industrielle - Zone Bleue à ROUXMESNIL-BOUTEILLES (76370), est mise en demeure de respecter **avant le 31 décembre 2024**, pour son site situé à ANNEVILLE-AMBOURVILLE et YVILLE-SUR-SEINE (76530) au lieu-dit « Les Sablons », les dispositions de **l'alinéa 3 de l'article 8.4.6.7. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 relatif aux « Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux »** qui prévoient que :

« L'exploitant procède, dès notification du présent arrêté, à l'immersion des déblais pyriteux déjà remblayés sur le site de la carrière et stockés hors d'eau. Pour ce faire, l'exploitant vérifie à nouveau l'absence d'oxydation de ces déblais 24 h avant leur immersion, en suivant le protocole défini pour admettre les déblais pyriteux sur la carrière. Cette vérification consiste en :

- une mesure du pH d'un nombre suffisant d'échantillons prélevés au sein de ces déblais (ce nombre sera à justifier en fonction du tonnage des déblais stockés hors d'eau) ;*
- ainsi que la vérification de l'absence de rouille visible sur ces déblais ».*

Cette mise en demeure est réputée satisfaite si :

- les travaux d'ennoiment et/ou d'excavation des déchets sont réalisés avant le 31 décembre 2024 ;
- l'exploitant justifie, sous ce même délai, que tous les remblais pyriteux remblayés en phases 1a et 1b au-dessus de la cote 0 m NGF et ne présentant pas de signe d'oxydation dans les 24h précédant leur immersion (mesure de pH et vérification de l'absence de rouille) ont été déplacés et immergés sous eau sous la cote de 0 m NGF ;
- et/ou l'exploitant justifie, sous ce même délai, que chaque maille excavée présentant des signes d'oxydation a été évacuée vers une filière extérieure adaptée et dûment autorisée à recevoir des déblais pyriteux potentiellement acidogènes.

Article 2 –

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 –

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 –

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 –

Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE pendant une durée minimum d'un mois.

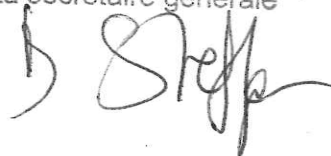
Article 6 –

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, les maires des communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant.

Fait à ROUEN, le

18 SEP 2024

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

